

# Berlin veut freiner les subventions aux renouvelables

*Le Monde.fr avec AFP*

11.11.2013 à 16h07 • Mis à jour le 11.11.2013 à 16h30

---

Le futur gouvernement allemand veut mettre fin au "sur-subventionnement" des énergies renouvelables (AFP). Les actions des acteurs allemands des énergies renouvelables chutaient en Bourse lundi alors que conservateurs et sociaux-démocrates, en pleine négociation pour [former](#) un gouvernement se sont mis d'accord pour [réduire](#) le soutien au secteur, notamment à l'éolien. A la [Bourse](#) de Francfort, l'action du fabricant d'éoliennes Nordex, la plus touchée, dégringolait de 19,6 % à 11,05 euros à 13 h 52 GMT. Les valeurs solaires, à l'instar de SMA Solar (- 1,58 % à 28,74 euros), étaient en baisse aussi.

Le futur gouvernement allemand veut [mettre](#) fin au "sur-subventionnement" des énergies renouvelables, selon un document obtenu par l'AFP et qui résume les points sur lesquels le groupe de travail sur l'énergie réunissant conservateurs (CDU-CSU) et sociaux-démocrates (SPD) s'est mis d'accord samedi. Ces points doivent [être](#) entérinés lors d'une réunion lundi des responsables des partis, dont la chancelière Angela Merkel.

Les subventions à l'éolien vont [être](#) réduites, précise le document, "surtout dans les régions à fort vent". Le texte fixe aussi un nouvel objectif de capacité installée d'éolien en mer à l'horizon 2020, moins ambitieux que celui qui avait cours jusqu'ici (6,5 gigawatts contre 10). La croissance de la biomasse doit aussi [être](#) freinée, tandis que le soutien au solaire, qui "a fait ses preuves", doit [être](#) maintenu en l'état.

La refonte des mécanismes de soutien aux renouvelables, décrite samedi comme "le projet central" du nouveau gouvernement par le ministre actuel de l'environnement Peter Altmaier (CDU), doit [aller](#) vite : la réforme doit [passer](#) en conseil des ministres d'ici à la fin avril 2014 et [être](#) adoptée par le Bundestag à l'été.

## NOMBREUSES CRITIQUES

Les partis de coalition veulent aussi [restreindre](#) le champ des exemptions accordées à l'[industrie](#), dont tout un pan ne s'acquitte à l'heure actuelle pas, ou à des taux minimes, de la taxe sur l'énergie qui finance largement les subventions aux énergies propres.

Toutes ces mesures doivent [permettre](#) une "stabilisation des coûts à un niveau raisonnable" de la transition énergétique de l'[Allemagne](#), en passe d'[éteindre](#) ses centrales nucléaires. La hausse des prix de l'électricité pour les ménages notamment doit [être](#) freinée.

L'accord trouvé samedi suscitait déjà de nombreuses critiques. "La transition énergétique va [être](#) freinée dans son élan", estimait ainsi la fédération des énergies renouvelables BEE, tandis que les industriels gros consommateurs d'énergie agitaient le spectre de délocalisations face à la fin de leurs exemptions. Des compromis doivent encore [être](#) trouvés sur un certain nombre de points, par exemple la définition d'objectifs chiffrés de capacité de production pour les différentes sources d'énergie.

A l'issue des élections du 22 septembre, conservateurs et sociaux-démocrates ont décidé de [former](#) un gouvernement de coalition mené par M<sup>me</sup> Merkel. La transition énergétique et l'introduction d'un salaire minimum figurent parmi les points les plus épineux.